

L'influence au service de la puissance russe

« La guerre, c'est l'art de duper »

Sun Tzu

« Par le passé, la préparation de l'artillerie précédait l'attaque, aujourd'hui cette préparation est informationnelle »

Dmitry Kiselyov, directeur de Rossiya Segodnia (agence d'information russe)

« Crainte réelle plus pour Maïdan que pour l'OTAN »

Commentaire sur Twitter de Carl Bildt, ancien ministre des affaires étrangères suédois, sur la nouvelle doctrine militaire russe



Les règles de la guerre ont changé : l'action sur les populations est devenue centrale.

Kosovo, 1999 : état de choc pour les autorités politiques et militaires russes. En 78 jours, une opération purement aérienne de l'OTAN, sans mandat de l'ONU, a fait plier le régime Serbe de Slobodan Milosevic. Les raisons de cette impuissance s'expliquent par un nouveau type de guerre, la « guerre sans contact », guerre où l'agresseur utilise des armes conventionnelles de très haute précision sans franchir les frontières de l'adversaire.

Pour y répondre, les armées russes ont mené une réflexion visant à trouver une parade à cette fameuse « guerre sans contact ». Parade comprenant deux grands axes :

- Un axe purement technologique incluant systèmes de détections avancés et missiles anti-aérien et connu sous l'acronyme de A2/AD (« Anti-Access/Area-Denial »).
- Un axe beaucoup plus complexe et novateur, visant à empêcher – certains spécialistes disent à juste titre « saboter » – la « guerre sans contact » en recherchant des synergies entre utilisation des forces spéciales (voire clandestines), cyber-attaques, guerre économique et techniques s'appuyant sur les opérations d'information et d'influence. Et où la manipulation du potentiel contestataire des populations a une importance centrale.

La vague des révolutions dites « de couleur » (mouvements « Assez » en Géorgie, « C'est l'heure » en Ukraine...) a été plus qu'un avertissement, mais bien un réel traumatisme pour le pouvoir russe. Le chef d'état-major des armées a ainsi déclaré lors de la Conférence sur la sécurité internationale, organisée à Moscou en 2014, que « nous devons faire tout ce qui est nécessaire afin d'éviter que ce genre de choses arrive en Russie ».

Une nouvelle doctrine militaire a donc été mise en place, basée sur l'idée que les règles de la guerre ont changé. La finalité de la guerre n'est plus de priver l'adversaire de ses forces armées, mais d'une nouvelle source de pouvoir : la population et son potentiel contestataire. L'importance de l'action militaire est maintenant moins grande que celle de l'action de la population.

Il s'agit aujourd'hui de mettre en place des actions toutes tournées vers celles-ci. Et s'appuyant sur des mesures non conventionnelles : politiques, économiques, humanitaires, informationnelles, appuyées par les forces spéciales. La force n'étant utilisée d'une manière paradoxale qu'à la fin d'un conflit pour consolider le succès des armes.

Cette doctrine – dont l'efficacité a été démontrée en Géorgie, en Crimée, et dans l'est de l'Ukraine – rend totalement caduque l'avance technologique des pays de l'OTAN. Qui plus est, elle a l'avantage également d'être bien moins coûteuse, la Russie ne voulant surtout pas s'épuiser à vouloir atteindre le niveau quantitatif des pays de l'Alliance. Mais se réservant une liberté d'action maximale pouvant être maintenue quasi indéfiniment. L'unique « ligne rouge » étant le seuil de déclenchement de l'article 5 du traité de Washington et d'une réponse militaire des pays de l'OTAN. Ainsi, il aura fallu deux ans à l'Alliance pour répondre à l'invasion russe des « *petits hommes verts* » en Crimée, en passant de l'assurance purement factuelle à la dissuasion...

En parallèle, une doctrine de guerre d'information psychologique a été développée par la Russie, doctrine visant à se servir de l'information comme d'une arme pour modifier la réalité. L'une des méthodes consiste à avancer un fait si horrible (viols de masse, crucifixion d'enfants...) et avec une telle constance, que les gens puissent croire qu'il est impensable de mentir sur de tels sujets. Le but étant de susciter un traumatisme émotionnel, loin de toute rationalité, qui les marquera le plus longtemps possible dans leur tréfonds.

L'un des axes de cette stratégie est la mise en place de réseaux d'influence, notamment en Europe, s'appuyant à la fois sur de puissants vecteurs techniques, différents relais et des « *caisses de résonance* », successeurs – conscients ou non – d'André Gide et de Jean-Paul Sartre : journalistes, responsables de « *think tanks* », parlementaires, capitaines d'industrie, etc...

Comme jadis à l'époque de l'URSS, et de Radio Moscou qui émettait en 120 langues, la Russie dispose aujourd'hui de médias, utilisés pour diffuser les interprétations du Kremlin. En 2013, un décret présidentiel a remplacé l'agence de presse Novosti par « *La Russie aujourd'hui* », en charge de « *promouvoir l'image de la Russie à l'étranger* » en association avec la chaîne de télévision Russia Today (RT). En 2014 « *La Russie aujourd'hui* » est remplacée par Sputnik, un ensemble cohérent de radios, pages Facebook et sites Internet. Sputnik est complété par « *Russia beyond the headlines* » qui a pour objectif de

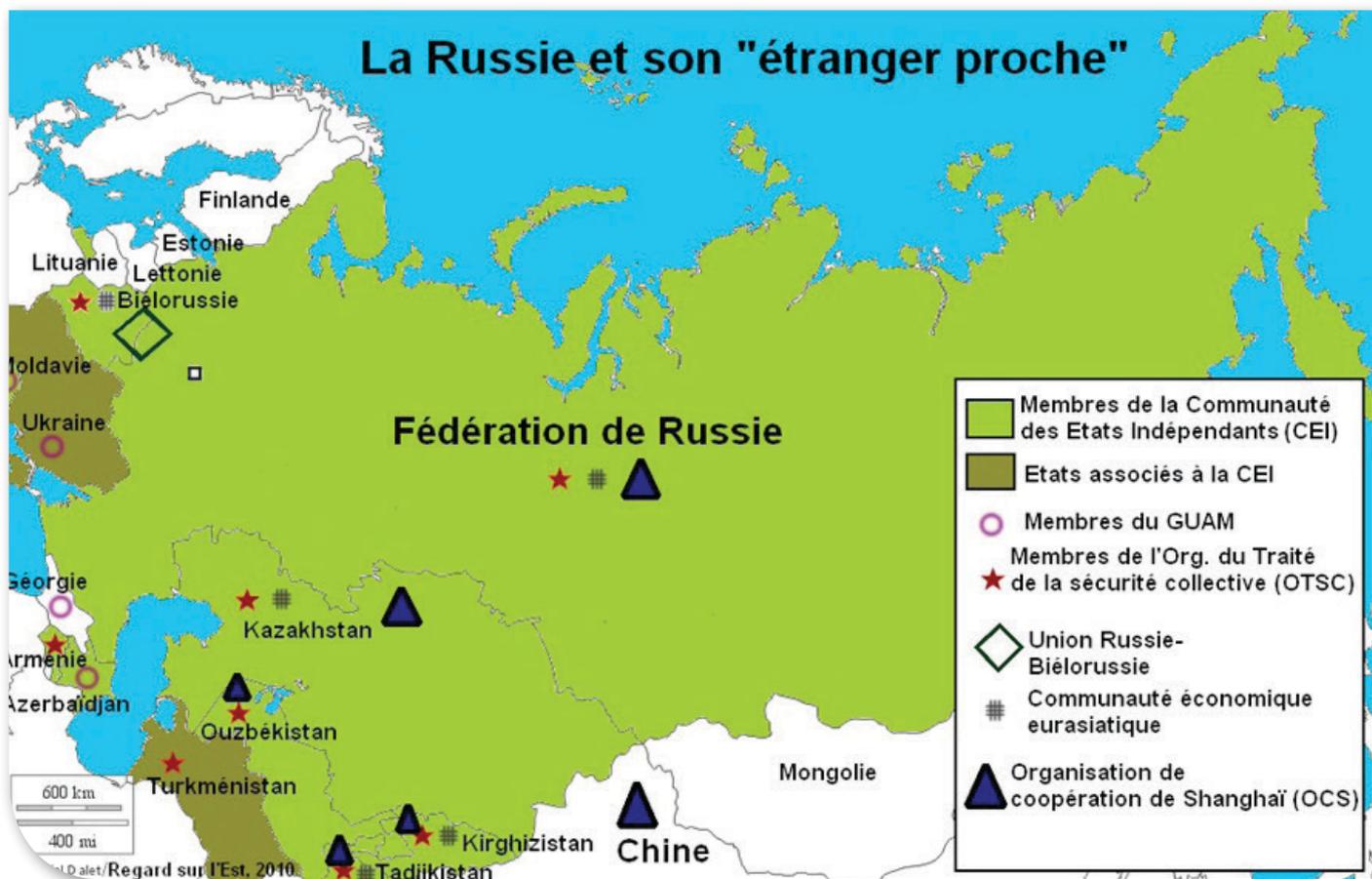


Dmitry Kiselyov, patron de Sputnik, le lointain successeur de Radio Moscou.

publier des suppléments de 8 pages rédigés à Moscou dans 30 grands quotidiens tels que The New York Times, The Wall Street Journal ou Le Figaro. D'une approche moins « *idéologique* » que Sputnik, ces suppléments ont néanmoins une ligne très « *pro-Kremlin* ».

Mais dans l'ensemble de ces médias, Internet se taille la part du lion. La raison en est très simple : la frontière ténue, voire totalement brouillée, entre information fiable rédigée par de véritables journalistes et « *fake* » est idéale pour diffuser de la propagande, alliant rumeurs et mensonges. Il est de notoriété publique que la Russie dispose de véritables « *usines à trolls* », financées par la « *communauté du renseignement* », et destinées à intervenir sur les forums, réseaux sociaux et sites d'information, principalement à l'étranger. Les « *trolls* » travaillent la plupart du temps par trois : l'un émet des doutes, tandis que les deux autres vont débattre avec lui. Ils reçoivent chaque matin une liste de sujets à commenter, accompagnée des idées à diffuser, avec comme objectif de mettre en ligne une centaine de commentaires par jour.

DR



En France, le Kremlin s'appuie sur trois organisations complémentaires, qui travaillent en liaison étroite avec l'ambassade de Russie : le Conseil de coordination des patriotes, qui a pour but de travailler avec les descendants de l'immigration blanche pour que ceux-ci apprennent à connaître la « nouvelle Russie » et en fassent la promotion ; l'Institut de la démocratie et de la coopération, outil permettant d'être présent dans le débat public en organisant des colloques, rencontres, mais également de tisser des liens avec des personnalités, associations, etc... et Dialogue franco-russe (DFR), organisation plus particulièrement axée sur les relations avec les hommes politiques et les milieux d'affaires, notamment dans le cadre de la lutte contre les sanctions économiques qui touchent la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine. DFR sera également l'un des organisateurs du voyage en Crimée – territoire annexé illégalement – d'une dizaine de parlementaires français en juillet 2015 et 2016.

Confronté à la crise économique, à une société instable, et à la peur panique d'une « révolution de palais » à l'instar de l'Ukraine, le Kremlin a fait de l'implantation de réseaux de soutien à l'étranger une priorité. Vladimir Poutine ne faisant finalement que reprendre un ancien procédé du KGB : faire taire la population en Russie tout en modelant son image à l'international.

Patrice Lefort-Lavauzelle

Pour aller plus loin :

Nicolas Hénin « *La France russe* », Fayard.

Cécile Vassié « *Les réseaux du Kremlin en France* », Les petits matins.

Elena Morenkova Perrier « Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe », IRSEM.

Céline Marangé « *Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?* », IRSEM.

L'Église orthodoxe russe au service d'un projet politique

Dans les années 1920, la diaspora russe s'est séparée du patriarcat de Moscou, arguant de ses liens avec le Kremlin. Les membres de la diaspora ont alors créé des églises orthodoxes dépendant du patriarcat de Constantinople, voire se sont placés directement sous l'autorité de l'Église hors frontières. Le patriarcat de Moscou essaie aujourd'hui de récupérer ces paroisses (églises, terrains...) et intervient notamment dans la nomination des responsables. En France, une lutte discrète, mais féroce, oppose à Biarritz, Nice, mais également à Paris, le Patriarcat de Moscou et une majeure partie des orthodoxes. A Paris, la construction de l'église orthodoxe du quai Branly, au cœur de la capitale, peut être vue comme une marque de puissance et du « *renouveau de l'influence russe en France* ».



L'église orthodoxe du Quai Branly, en bord de Seine.

Influence en France : quel imaginaire pour quelle cible ? Trois exemples

| | |
|------------------------------|---|
| Extrême gauche | Défense de la Révolution d'octobre et de la « <i>Russie des Soviétiques</i> » face aux « <i>fascistes</i> » |
| Catholiques traditionalistes | Défense des valeurs traditionnelles et de la famille |
| Souverainistes | Contrepoids à l'Union européenne et à la « <i>domination</i> » américaine |



Une « usine à trolls » à Saint-Petersbourg.



La lutte contre Daech et le terrorisme est un argument souvent utilisé pour soutenir la Russie.